

**Loi n° 2005-92 du 3 octobre 2005,
modifiant et complétant la loi n°94-70
du 20 juin 1994, portant institution un
système national d'accréditation des
organismes d'évaluation de la
conformité**

Loi n° 2005-92 du 3 octobre 2005, modifiant et complétant la loi n° 94-70 du 20 juin 1994, portant institution d'un système national d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité (1).

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. - Les dispositions des articles 3, 6, 8, et 9, du troisième paragraphe de l'article 10 et des articles 11 et 12 de la loi n° 94-70 du 20 juin 1994, portant institution d'un système national d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité sont abrogées et sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 3 (nouveau) - L'accréditation est accordée à l'organisme d'évaluation de la conformité, qui en fait la demande, par le Conseil National d'Accréditation créé à l'article 8 de la présente loi après évaluation de l'aptitude technique de l'entreprise demandeuse, et ce, par décision du directeur général du Conseil prise sur avis conforme d'un comité d'accréditation créé à cet effet et comprenant des membres reconnus pour leur compétence scientifique.

Les critères et les procédures d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité sont fixés par décret pris sur proposition du ministre chargé de l'industrie.

L'accréditation est accordée pour une durée que le Conseil National d'Accréditation fixe en se référant aux normes nationales ou, le cas échéant, aux normes internationales. Cette durée doit être la même pour tous les organismes d'évaluation de la conformité.

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 27 septembre 2005.

Le conseil doit tenir une liste des organismes qu'il accrédi-te.

Article 6 (nouveau) - L'organisme d'évaluation de la conformité qui souhaite être accrédi-té doit adresser au Conseil National d'Accréditation une demande à cet effet à laquelle sera joint un dossier contenant les renseignements et les documents nécessaires lesquels seront fixés par le décret prévu à l'article 3 de la présente loi.

Article 8 (nouveau) - Il est créé un établissement public à caractère non administratif doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, dénommé "Conseil National d'Accréditation" et placé sous la tutelle du ministre chargé de l'industrie.

Le Conseil National d'Accréditation est chargé d'exécuter la politique de l'Etat dans le domaine de l'accréditation et de l'évaluation de la conformité. Dans ce cadre, il est chargé notamment des missions suivantes :

- veiller à l'application du système national d'accréditation,
- accorder, suspendre ou retirer l'accréditation aux organismes d'évaluation de la conformité conformément aux dispositions de la présente loi,
- organiser et suivre les opérations d'audit, former les auditeurs et les recycler périodiquement conformément aux normes nationales et internationales en vigueur dans le domaine de l'accréditation et de l'évaluation de la conformité,
- participer à la promotion de la qualité des services dispensés par les organismes d'évaluation de la conformité conformément aux règles nationales et internationales organisant cette activité,
- encourager à l'échange d'expériences entre les différents organismes accrédités,
- promouvoir la reconnaissance mutuelle entre les organismes d'évaluation de la conformité qui exercent leurs activités en Tunisie et leurs homologues étrangers et oeuvrer à la conclusion d'accords à cet effet,
- représenter la République Tunisienne aux réunions internationales portant sur l'activité du Conseil et auprès des organismes étrangers et internationaux similaires et coopérer avec eux,
- diffuser toutes les informations relatives aux activités d'essai, d'étalonnage, de certification et de contrôle,
- soutenir l'organisation des campagnes d'intercomparaison entre les organismes d'évaluation de la conformité et notamment dans les domaines des analyses, des essais, de la métrologie et du contrôle.

L'organisation administrative et financière du Conseil National d'Accréditation et les modalités de son fonctionnement sont fixées par décret pris sur proposition du ministre chargé de l'industrie.

Article 9 (nouveau) - En cas de manquement de l'organisme accrédi-té à ses obligations et nonobstant les sanctions prévues au Code pénal, le Conseil National d'Accréditation peut adresser à l'organisme concerné :

- un avertissement,
- ou un avertissement assorti d'un renforcement de la nature ou de la fréquence des contrôles.

L'organisme accrédi-té supportera les frais occasionnés par ces contrôles.

En outre, le Conseil National d'Accréditation peut par décision du directeur général du Conseil, prise sur avis conforme du comité d'accréditation et dans les cas prévus aux articles 11 et 12 de la présente loi, suspendre ou retirer tout ou partie de l'accréditation.

Les décisions de suspension ou de retrait prennent effet dès leur notification à l'organisme intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 (troisième paragraphe (nouveau))- L'organisme accrédi-té peut demander au Conseil National d'Accréditation d'être entendu à ce propos.

Article 11 (nouveau) - Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9 de la présente loi, la décision de suspension partielle ou totale de l'accréditation est prise dans les cas suivants :

- le changement des responsables autorisés à signer les actes émis par l'organisme accrédi-té, ou des méthodes de gestion de la qualité sans l'obtention par l'organisme accrédi-té d'une autorisation préalable du Conseil National d'Accréditation. Le retrait de la décision de suspension partielle ou totale ne pourra avoir lieu que si l'organisme accrédi-té prouve la compétence des nouveaux responsables et la validité des nouvelles mesures,
- les manquements constatés notamment à l'occasion des opérations de contrôle ou des campagnes d'intercomparaison prévues à l'article 8 de la présente loi. La décision de suspension demeure en vigueur jusqu'à l'identification de l'origine des manquements et la preuve qu'on leur a porté remède,
- le non-respect des procédures internes de gestion de la qualité de l'organisme accrédi-té, et ce, pour des raisons indépendantes de sa volonté.

L'organisme concerné ayant été convoqué et entendu.

Il est interdit à l'organisme accrédi-té ayant fait l'objet d'une suspension partielle ou totale de son accréditation, de délivrer, dans les domaines concernés par la suspension, des documents faisant référence à l'accréditation obtenue conformément aux dispositions de la présente loi ou toute information pouvant induire les utilisateurs en erreur.

Article 12 (nouveau) - Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9 de la présente loi, la décision de retrait partiel ou total de l'accréditation est prise dans les cas suivants :

- le changement des conditions ayant servi de base pour l'octroi de l'accréditation et qui seront fixées par le décret prévu à l'article 3 de la présente loi,
- l'usage illégal de l'accréditation,
- le non-respect systématique ou répéti-tif des méthodes internes de gestion de la qualité de l'organisme accrédi-té,
- la répétition des erreurs dans les résultats d'essais,
- la faillite ou la liquidation de l'organisme accrédi-té.

L'organisme concerné ayant été convoqué et entendu.

Il est interdit à l'organisme accrédi-té, ayant fait l'objet d'un retrait partiel ou total de son accréditation, de délivrer, dans les domaines concernés par le retrait, des documents faisant référence à l'accréditation obtenue conformément aux dispositions de la présente loi ou toute information pouvant induire les utilisateurs en erreur.

Art. 2. - Il est ajouté à la loi n° 94-70 du 20 juin 1994, portant institution d'un système national d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité un article 12 (bis) dont la teneur suit :

Article 12 (bis) - L'organisme d'évaluation de la conformité dont l'accréditation a été refusée ou suspendue ou retirée peut s'opposer devant le Conseil National d'Accréditation dans les trente jours qui suivent la date de la notification de la décision de refus, de retrait ou de suspension.

Le Conseil National d'Accréditation soumet les points litigieux pour étude à un comité consultatif d'arbitrage créé à cet effet, lequel propose la solution convenable dans un délai ne dépassant pas trois mois à compter de la date de réception de la requête. Le Conseil prend sa décision sur proposition du comité d'arbitrage, notifie à l'organisme concerné la décision qui a été prise et prend les mesures nécessaires à son application.

La composition du comité consultatif d'arbitrage et les modalités de son fonctionnement sont fixées par décret.

Art. 3. - Est abrogé, l'article 4 de la loi n° 94-70 du 20 juin 1994, portant institution d'un système national d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 3 octobre 2005.

Zine El Abidine Ben Ali

المؤرخ في 20 جوان 1994 والمتعلق بإحداث نظام وطني لاعتماد هيئات تقييم المطابقة وتعوض بالأحكام التالية :

الفصل 3 : (جديد) . يمنح الاعتماد لهيئة تقييم المطابقة الراغبة فيه من قبل المجلس الوطني للاعتماد المحدث بالفصل 8 من هذا القانون بعد تقويم الكفاءة الفنية للمؤسسة الراغبة في الاعتماد وذلك بمقتضى قرار من المدير العام للمجلس يتم اتخاذه بناء على رأي مطابق من لجنة اعتماد تحدث للغرض وتضم في تركيبها أعضاء مشهور لهم بكفاءة علمية.

وتضبط معايير اعتماد هيئات تقييم المطابقة وإجراءاته بمقتضى أمر يتم اتخاذه باقتراح من الوزير المكلف بالصناعة.

ويمنح الاعتماد لمدة يحددها المجلس الوطني للاعتماد بالرجوع إلى المواصفات الوطنية أو الدولية عند الاقتضاء. ويجب أن تكون هذه (لمدة متساوية بالنسبة إلى جميع هيئات تقييم المطابقة.

ويمسك المجلس قائمة في المؤسسات التي يمنحها الاعتماد.

الفصل 6 : (جديد) . توجه هيئة تقييم المطابقة الراغبة في الاعتماد مطلباً في الغرض إلى المجلس الوطني للاعتماد يكون مرفقاً بملف يحتوي على المعلومات والوثائق الضرورية التي يتم ضبطها بالأمر المنصوص عليه بالفصل 3 من هذا القانون.

الفصل 8 : (جديد) . تحدث مؤسسة عمومية لا تكتسي صبغة إدارية تتمتع بالشخصية القانونية والاستقلال المالي يطلق عليها اسم "المجلس الوطني للاعتماد" وتخضع لإشراف الوزير المكلف بالصناعة. ويتولى المجلس الوطني للاعتماد تنفيذ سياسة الدولة في مجال الاعتماد وتقييم المطابقة. ويكلف في هذا السياق خاصة بالمهام التالية :
- السهر على تطبيق النظام الوطني للاعتماد.

- منح الاعتماد لهيئات تقييم المطابقة أو تعليقه أو سحبه وفقاً لأحكام هذا القانون،

- تنظيم عمليات التدقيق ومتابعتها وتكوين المدققين وتأهيلهم ورسكلتهم دورياً طبقاً للمواصفات الوطنية والدولية الجاري بها العمل في مجال الاعتماد وتقييم المطابقة.

- المساهمة في النهوض بجودة الخدمات التي توفرها هيئات تقييم المطابقة طبقاً للقواعد الوطنية والدولية المنظمة لهذا النشاط.

- التشجيع على تبادل الخبرة بين مختلف الهيئات المعتمدة،

- تدعيم الاعتراف المتبادل بين هيئات تقييم المطابقة التي تمارس نشاطها في البلاد التونسية ونظيراتها في الخارج والسعي إلى إبرام اتفاقيات في الغرض،

- تمثيل الجمهورية التونسية في الاجتماعات الدولية التي تعنى بنشاط المجلس وكذلك لدى الهيئات الأجنبية والدولية الشبيهة والتعاون معها،

- نشر كل المعلومات المتعلقة بأنشطة الاختبار والمعايرة والشهادة بالمطابقة والمراقبة.

- دعم تنظيم حملات المقارنة بين هيئات تقييم المطابقة وخاصة في مجالات التحاليل والتجارب والمترولوجيا والمراقبة.

ويضبط التنظيم الإداري والمالي للمجلس الوطني للاعتماد وطرق تسييره بمقتضى أمر يتم اتخاذه باقتراح من الوزير المكلف بالصناعة.

قانون عدد 92 لسنة 2005 مؤرخ في 3 أكتوبر 2005 يتعلق بتنقيح وإتمام القانون عدد 70 لسنة 1994 المؤرخ في 20 جوان 1994 والمتعلق بإحداث نظام وطني لاعتماد هيئات تقييم المطابقة (1).

باسم الشعب،

وبعد موافقة مجلس النواب،

يصدر رئيس الجمهورية القانون الآتي نصه :

الفصل الأول - تلغى أحكام الفصول 3 و6 و8 و9 والفقرة الثالثة من الفصل 10 والفصلين 11 و12 من القانون عدد 70 لسنة 1994

(1) الأعمال التحضيرية :

مداولة مجلس النواب وموافقته بجلسته المنعقدة بتاريخ 27 سبتمبر 2005.

الفصل 9 : (جديد) . في حالة إخلال الهيئة المعتمدة بالتزاماتها ويقطع النظر عن العقوبات الواردة بأحكام المجلة الجزائية يمكن للمجلس الوطني للاعتماد أن يوجه إلى الهيئة المعنية :
- إنذارا،

- أو إنذارا مشفوفا بتشديد في نوعية المراقبة أو في تواترها.

وتتكفل الهيئة المعتمدة بدفع المصاريف المنجزة عن ذلك.

كما يمكن للمجلس الوطني للاعتماد في الحالات المنصوص عليها بالفصلين 11 و12 من هذا القانون، تعليق الاعتماد أو سحبه جزئيا أو كليا بقرار من المدير العام للمجلس يتم اتخاذه بناء على رأي بالموافقة من لجنة الاعتماد.

وتنفذ قرارات التعليق أو السحب حال إعلام الهيئة المعنية بها بواسطة رسالة مضمونة الوصول مع الإعلام بالبلوغ.

الفصل 10 : (الفقرة الثالثة "جديدة") . ويمكن للهيئة المعتمدة أن تطلب من المجلس الوطني للاعتماد سماعها في الموضوع.

الفصل 11 : (جديد) . مع مراعاة أحكام الفصل 9 من هذا القانون، يصدر قرار التعليق الجزئي أو الكلي للاعتماد في الحالات التالية :

- تغيير المسؤولين المرخص لهم في إمضاء الوثائق الصادرة عن الهيئة المعتمدة، أو تغيير في نظم إدارة الجودة دون حصول الهيئة المعتمدة على موافقة مسبقة من المجلس الوطني للاعتماد . ولا يسحب مقرر التعليق الجزئي أو الكلي إلا إذا أثبتت الهيئة المعتمدة كفاءة المسؤولين الجدد وصلوحية الإجراءات الجديدة،

- الإخلال الذي تتم معانيته خاصة أثناء عمليات المراقبة أو حملات المقارنة بين الهيئات المعتمدة المنصوص عليها بالفصل 8 من هذا القانون، ويبقى مقرر التعليق نافذا إلى حين تحديد أسباب الإخلال وإثبات معالجته،

- عدم احترام إجراءات إدارة الجودة الخاصة بالهيئة المعتمدة لأسباب خارجية عن إرادتها.

ويتم ذلك بعد دعوة الهيئة المعنية لسماع رأيها.

ويحجر على الهيئة المعتمدة التي تم تعليق اعتمادها جزئيا أو كليا أن تسلم في الميادين التي شملها التعليق أية وثائق فيها ذكر للاعتماد المتحصل عليه وفقا لأحكام هذا القانون أو أية معلومة يمكن أن ينجر عنها تضليل المستعملين.

الفصل 12 : (جديد) . مع مراعاة أحكام الفصل 9 من هذا القانون يصدر قرار سحب الاعتماد جزئيا أو كليا في الحالات التالية :

- تغيير في الشروط التي منح على أساسها الاعتماد والتي يضبطها الأمر المنصوص عليه بالفصل 3 من هذا القانون،

- الاستعمال غير الشرعي للاعتماد،

- عدم الاحترام الكلي أو المتكرر لنظم إدارة الجودة الخاصة بالهيئة المعتمدة،

- تكرار الأخطاء في نتائج الاختبارات،

- إفلاس الهيئة المعتمدة أو تصفيتها،

ويتم ذلك بعد دعوة الهيئة المعنية لسماع رأيها.

ويحجر على الهيئة التي سحب منها الاعتماد جزئيا أو كليا أن تسلم، في الميادين التي شملها السحب، أية وثائق فيها ذكر للاعتماد المتحصل عليه وفقا لأحكام هذا القانون أو أية معلومة يمكن أن ينجر عنها تضليل المستعملين.

الفصل 2 . يضاف إلى القانون عدد 70 لسنة 1994 المؤرخ في 20 جوان 1994 والمتعلق بإحداث نظام وطني لاعتماد هيئات تقييم المطابقة، الفصل 12 (مكرر) الآتي نصه :

الفصل 12 : (مكرر) . يمكن لهيئة تقييم المطابقة التي تم رفض اعتمادها أو سحبه أو تعليقه أن تعترض لدى المجلس الوطني للاعتماد في ظرف ثلاثين يوما من تاريخ إبلاغها بقرار الرفض أو السحب أو التعليق.

ويهدم المجلس الوطني للاعتماد بالنظر في نقاط الخلاف إلى لجنة احتكام استشارية تحدث للفرض وتتولى اقتراح القرار المناسب في أجل أقصاه ثلاثة أشهر من تاريخ تلقي الاعتراض. ويصدر المجلس قراره في الموضوع بناء على اقتراح لجنة الاحتكام ويتولى إبلاغ الهيئة المعنية بالقرار الذي تم اتخاذه ويقوم باتخاذ الإجراءات الضرورية لتنفيذه.

وتضبط تركيبة اللجنة وسير أعمالها بمقتضى أمر.

الفصل 3 . ألغى الفصل 4 من القانون عدد 70 لسنة 1994 المؤرخ في 20 جوان 1994 والمتعلق بإحداث نظام وطني لاعتماد هيئات تقييم المطابقة.

ينشر هذا القانون بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وينفذ كقانون من قوانين الدولة.

تونس في 3 أكتوبر 2005.

زين العابدين بن علي

قانون عدد 93 لسنة 2005 مؤرخ في 3 أكتوبر 2005 يتعلق بإتمام بعض أحكام مجلة الإجراءات الجزائية (1).

باسم الشعب،

وبعد موافقة مجلس النواب،

يصدر رئيس الجمهورية القانون الآتي نصه :

فصل وحيد : تضاف فقرة ثالثة للفصل 54 من مجلة الإجراءات الجزائية كما يلي :

الفصل 54 (فقرة ثالثة) : ويكون العرض على الفحص الطبي النفساني وجوبيا إذا ارتكب المتهم جريمة قبل أن تمضي عشرة أعوام على قضاء العقاب الأول أو على إسقاطه أو سقوطه بمرور الزمن وكانت الجريمتان مستوجبتين للعقاب بالسجن لمدة تساوي أو تزيد عن عشرة أعوام.

ينشر هذا القانون بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وينفذ كقانون من قوانين الدولة.

تونس في 3 أكتوبر 2005.

زين العابدين بن علي

(1) الأعمال التحضيرية :

مداولة مجلس النواب وموافقته بجلسته المنعقدة بتاريخ 26 سبتمبر 2005.